

E - Journal

K I N S H A S A



Hebdomadaires, 6^e Année, Février 2025, Nouvelle série n°271



« QUAND ON REGARDE NOTRE SITUATION À CÔTÉ DE CELLE DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE, ON CROIRAIT ÊTRE DANS DEUX MONDES DIFFÉRENTS. POURTANT, IL S'AGIT DU MÊME TYPE D'AGRESSION »

3



LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION SUSPENDANT L'ACCORD MINIER ET L'AIDE MILITAIRE

4

ÇA VA MAL FINIR AVEC CE PRÉSIDENT, FÉLIX TSHISEKEDI TSHILOMBO

8



« Ensemble, nous pouvons faire de tas des choses »

0999947441 - 0819947441



ESPACE AÉRIEN INTERDIT AU SURVOL DES AVIONS RWANDAIS

Il y a peu nous écrivions mieux nous faisons la proposition au gouvernement de la fermeture de notre ambassade à Kigali, de nos postes des frontières et l'interdiction du survol de notre espace aérien.

Et c'était peu avant la prise de la ville de Goma.

Nous écrivions cela pour nous protéger contre notre agresseur de voisin. Voilà qu'aujourd'hui, après l'agression, le pouvoir de Kinshasa applique nos propositions notamment la fermeture de notre ambassade et l'interdiction de survol de notre espace aérien.

S'agissant de nos frontières, nous proposons au gouvernement d'ériger un mur comme à l'époque de Mur de Berlin et la ligne de séparation entre les deux Corée. Pour ainsi dire rompre la coopération avec le Rwanda.

Parallèlement quitter la communauté de l'Afrique de l'est qui est de mèche avec notre agresseur. Des informations qui nous proviennent renseignent que la

population fait de la résistance contre les occupants. Car elle n'obéit pas aux décisions de nouveaux maîtres.

P a s
d'administration,



pas d'écoles pour nos enfants, pas de cinquième langue nationale, le kinyarwanda. Un seul mot d'ordre : résilience et résistance

Jean Pierre Eale Ikabe
Éditeur

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540

TSHISEKEDI À MUNICH:

« QUAND ON REGARDE NOTRE SITUATION À CÔTÉ DE CELLE DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE, ON CROIRAIT ÊTRE DANS DEUX MONDES DIFFÉRENTS. POURTANT, IL S'AGIT DU MÊME TYPE D'AGRESSION »

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a appelé les puissances occidentales à une action plus ferme face à la crise sécuritaire qui secoue l'Est de son pays, dénonçant une approche qu'il juge marquée par des «deux poids, deux mesures».

Lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité, où il s'exprimait ce vendredi, Tshisekedi a comparé la situation en RDC à celle de l'Ukraine, critiquant l'écart de traitement réservé aux deux crises. «Quand on regarde notre situation à côté de celle de l'Ukraine et de la Russie, on croirait être dans deux mondes différents. Pourtant, il s'agit du même type d'agression», a-t-il déclaré, déplorant «un multilatéralisme en panne».

Le président congolais a appelé l'Union européenne et les États-Unis à «accentuer les pressions diplomatiques et économiques» sur le Rwanda, qu'il accuse d'être derrière l'avancée des rebelles du M23 dans l'Est de la RDC. Il a exhorté les partenaires



occidentaux à adopter des sanctions similaires à celles infligées à la Russie après son invasion de l'Ukraine.

Tshisekedi a également plaidé pour la fin de ce qu'il qualifie d'«hypocrisie économique» dans le commerce des minerais stratégiques. «Il est inadmissible que des multinationales continuent d'acheter des ressources pillées en RDC via le Rwanda. Nous demandons des mesures claires et contraignantes pour interdire ces transactions», a-t-il affirmé.

Sur le volet humanitaire, il a exhorté l'Occident à mobiliser une aide d'urgence pour les millions de déplacés fuyant les violences. «Nous faisons face à une catastrophe humanitaire qui s'aggrave chaque jour. Nous avons besoin d'un engagement fort et immédiat», a-t-il insisté.

L'Union européenne et Washington n'ont pas encore réagi aux nouvelles attentes exprimées par Kinshasa.

LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION SUSPENDANT L'ACCORD MINIER ET L'AIDE MILITAIRE



L'étau se resserre autour de Paul Kagame. Les députés européens se sont réunis, ce jeudi 13 février, à Strasbourg, pour voter une résolution sur l'agression rwandaise contre la RDC. Proposé collectivement par les groupes The Left, S&D, Renew, PPE, Verts/ALE et ECR, ce texte exige la suspension de l'accord

minier de l'Union européenne (UE) avec le Rwanda, le gel de l'aide militaire et le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais.

Les eurodéputés ont, dans cette résolution, condamné fermement l'occupation de Goma et d'autres territoires dans l'est de la RDC par l'armée rwandaise et le

M23, qui constitue une violation inacceptable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Ils ont aussi pressé le gouvernement rwandais de retirer ses troupes du territoire congolais, étant donné que cette agression est une violation manifeste du droit international et de la charte des Nations unies.

Le texte consulté par Afriquactu.net déplore également les exécutions arbitraires, viols et autres crimes de guerre manifestes, le travail forcé, l'enrôlement de force et d'autres pratiques brutales dont se sont rendus



coupables le M23 et les Forces rwandaises de défense (RDF).

Suspension de l'accord minier

Cette résolution prie instamment la Commission et le Conseil de l'UE de suspendre immédiatement le protocole d'accord UE-Rwanda sur les chaînes de



valeur durables pour les matières premières jusqu'à ce que le Rwanda prouve qu'il a mis fin à son ingérence et qu'il a cessé d'exporter des minerais extraits des zones contrôlées par le M23.

Elle invite, à cet égard, tous les acteurs à accroître la transparence et à interdire de manière effective l'entrée dans l'Union européenne de tous les minerais tachés de sang.

« Le Parlement européen invite la Commission à subordonner la future reprise de la coopération sur les matières premières critiques à l'adhésion du Rwanda à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives, à laquelle participe déjà la RDC; invite la Commission et les États membres à veiller à une application rigoureuse du règlement en vigueur sur les minerais provenant de zones de conflit et invite la Commission à proposer une

révision des règles de l'Union en vue de garantir le respect des normes les plus élevées en matière de traçabilité et de transparence; note que le contrôle parlementaire et la participation de la société civile à la préparation, à la signature et à la mise en œuvre des protocoles d'accord sur les matières premières et des feuilles de route sont essentiels à un processus inclusif doté d'un contrôle adéquat et doivent être intégrés au protocole d'accord »,

L'est de la RDC est une région riche en ressources, avec d'énormes gisements de matières premières critiques, dont le cobalt, l'or et l'étain, qui sont nécessaires à la transition numérique et énergétique mondiale.

Selon l'ONU, environ 120 tonnes de coltan sont déplacées chaque mois par le M23 vers le Rwanda et le M23 est financé par des revenus d'environ 288 000 euros

mensuels issus de son contrôle du commerce des minerais en RDC.

Gel de l'aide militaire

Alors que l'armée rwandaise poursuit son expansion territoriale dans l'est de la RDC, le Parlement européen a demandé à la Commission, aux États membres et aux institutions financières internationales de geler l'aide budgétaire directe au Rwanda jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions relatives, entre autres, à l'accès de l'aide humanitaire et à la rupture de tous les liens avec le M23.

La résolution « prie instamment la Commission et

les États membres de geler leur assistance militaire et sécuritaire aux forces armées rwandaises afin de faire en sorte qu'elles ne contribuent pas, directement ou indirectement, à des opérations militaires brutales dans l'est de la RDC; demande en particulier avec insistance que le renouvellement du soutien de l'Union au titre de la FEP soit réévalué afin de garantir que les troupes déployées dans le nord du Mozambique et bénéficiant du soutien de la FEP, ainsi que les personnes qui en sont responsables, ont été dûment contrôlées et n'ont pas participé aux violations des droits de l'homme dans l'est de la RDC, ou à d'autres violations des

droits de l'homme, l'objectif étant de suspendre le soutien s'il est établi qu'il contribue directement ou indirectement à des opérations militaires brutales dans cette région ». Les eurodéputés ont aussi appelé la Commission européenne et tous les États membres à interdire l'envoi d'armes aux forces rwandaises et au M23 et à veiller à une plus grande transparence du commerce des armes de l'UE.

Entre 2021 et 2024, l'Union européenne a accordé au Rwanda un financement de 260 millions d'euros, et 900 millions d'euros supplémentaires ont été promis dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ».

UNESCO

REMISE ET REPRISE AU SOUS-GROUPE AFRIQUE CENTRALE

L'événement s'est déroulé à l'ambassade de la RDC à Paris.



Le lundi 10 février 2025, l'ambassadeur de la République démocratique du Congo, le Professeur Émile Ngoy Kasongo et son homologue de la République

du Congo Henri Ossébi, ont procédé à la cérémonie de remise et reprise à la tête du sous-groupe Afrique centrale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Son Excellence, le Professeur Émile Ngoy Kasongo, qui est également le délégué permanent de la RDC auprès de l'UNESCO, a ainsi cédé le tablier à son Excellence Henri Ossébi.

Ce dernier succède donc, pour une durée d'une année, à la présidence tournante du sous-groupe Afrique centrale de l'UNESCO qui avait accédé à ce poste en date du 19 janvier 2024.

Par Paul BAZAKANA, avec Mireille KABALA, PHOTOS ATHIS «IMAGE D'OR

CONFLITS DANS L'EST DE LA RDC

CHARLES GOERENS PROPOSE LA SUSPENSION DU MÉMORANDUM SUR LA VENTE DES MATIÈRES PREMIÈRES ENTRE L'UE ET LE RWANDA

De plus en plus de voix se lèvent au sein du Parlement européen pour pousser à des sanctions contre le Rwanda.

Après le député français au Parlement européen Thierry Mariani, qui a dénoncé l'attitude de l'Union européenne, oscillant entre fermeté et complaisance dans le dossier de l'agression de la RDC, c'est le tour d'un autre député européen de hausser le ton et d'exiger des sanctions contre le Rwanda.

Charles Goerens estime que la suspension du mémorandum sur la vente des matières premières entre l'UE et le Rwanda est la moindre des sanctions que le Parlement européen puisse prendre à l'égard du Rwanda.

« Cette fois-ci, de mon point de vue, le seul moyen de faire plier les responsables des violences dans la partie orientale de la RDC est d'imposer des sanctions ciblées, décidées par une large coalition de pays qui ne

sont plus prêts à cautionner ces drames qui se produisent dans la région de Goma.

J'aimerais que, cette fois-ci, ces sanctions soient suivies d'un peu plus d'effets. La suspension du mémorandum sur la vente des matières premières entre l'Union européenne et le Rwanda me semble être le minimum que l'on puisse faire dans ce contexte », a déclaré le député européen Charles Goerens.

Zéphyrin Pengume

OUVERTURE DU PROCÈS RDC- RWANDA À ARUSHA

Composition du tribunal au procès RDC contre Rwanda ouvert le 12 février 2025 devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie.

Le procès opposant la RDC au Rwanda s'est ouvert, ce mercredi 12 février, devant la Cour africaine des droits

de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie.

Dans ce procès, Kinshasa veut faire reconnaître et obtenir des sanctions contre le régime de Kigali à la suite des atrocités de son dans l'Est du pays.

Le Gouvernement congolais a salué le début de ce procès qui fait partie du front judiciaire

que le mène la RDC contre le Rwanda pour ses atrocités commises dans l'Est du pays.

A ce stade, a expliqué le ministre de la Justice et Contentieux International, il est question pour cette Cour de se prononcer sur la recevabilité et sur sa compétence de juger cette affaire.

ÇA VA MAL FINIR AVEC CE PRÉSIDENT, FÉLIX TSHISEKEDI TSHILOMBO

La RDC est un costume qui n'est pas à sa mesure, trop grand à sa taille ; telle est cette image empruntée pour exprimer combien Félix Tshisekedi ne se montre pas à la hauteur, pour diriger ce beau et vaste pays du centre de l'Afrique. La prise de contrôle récemment des Villes importantes et stratégiques de Goma ainsi que Bukavu par les troupes rebelles de l'AFC/ M23, met en lumière l'incapacité militaire des forces gouvernementales congolaises (FARDC) dont Tshisekedi se trouve être le Commandant suprême. A l'évidence, ces défaites cuisantes viennent se mêler à d'autres déconvenues de son régime.

De nombreuses promesses non-tenues ont fini de lessiver la patience des Congolais qui constatent l'inefficacité d'action de ce Gouvernement ; que des accusations qui ne font pas grand écho, adressées tantôt contre le Président rwandais Paul Kagame et son pays, tantôt à l'endroit de Joseph Kabila, le prédécesseur qui a légué le pouvoir en 2018. Bref, tous les signaux clignotent en rouge sur le tableau de bord du Gouvernement sur tous les plans : politique et sécuritaire, diplomatique, économico-financier et social, marqués entre autres par la mauvaise gouvernance, le déficit de leadership, la corruption et la gabegie, la vie chère, l'échec du processus de paix et sécurité de Luanda, le manque de cohésion politique interne dans le pays, l'absence des sanctions fermes de la Communauté internationale, peu enthousiaste



à prendre faits et cause face à la rébellion, en faveur de ce régime qui ne convainc pas dans sa façon de conduire la RDC.

Et donc, dans son impuissance à sortir le pays du gouffre dans lequel il s'enfonce, le Gouvernement en place de Félix Tshisekedi, brille de mille feux par de multiples maladroites et décisions inconsidérées, portées haut la main par ses porte-voix, notamment les Ministres Patrick Muyaya en charge de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, Constant Mutamba de la Justice et Garde des Sceaux ainsi que Monsieur Christian Bosembe, le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel du Congo (CSAC), pour ne citer que ceux-ci. Pince sans rire, ce trio de choc accumule chacun en ce qui le concerne, des bêtises dans son domaine des responsabilités ; du genre : interdiction de commenter sur la situation de guerre à l'Est du pays, la suspension des réseaux

sociaux dont Tik-tok, les menaces à la peine de mort, applicable à toute personne ou acte de soutien et de collaboration avec le mouvement rebelle de l'AFC – M23, l'indexation

des Evêques de l'Eglise catholique, les arrestations et détention arbitraires de certains opposants politiques et autres voix discordantes congolais, etc. Toutes ces mesures et attitudes impopulaires, distillées pêle-mêle, visent à museler les libertés individuelles, surtout la libre expression d'opinion des citoyens et des médias ; des manœuvres qui ressemblent à toute forme d'intimidation face à laquelle le peuple congolais n'est plus disposé à se faire démonter, de quelque manière que ce soit. A l'allure où vont les choses, cela risquerait de mal finir si l'on n'y prend pas garde.

Didier FANANZE, Libre opinion .